

# IMPERIALISME ET COUP D'ETAT

## EN OUGANDA

"L'impérialisme n'est pas la création d'un seul, ou d'un groupe d'Etats. C'est le produit d'une étape particulière de développement du Capital dans le monde, une situation internationale innée, un tout indivisible qui est reconnaissable seulement dans toutes ses relations, et duquel aucune nation ne peut échapper à volonté"

R. Luxemburg: "Junius Pamphelt"

Le coup d'Etat militaire qui renversa le régime de Milton Obote, en OUGANDA, en janvier a déconcerté particulièrement le président de la TANZANIE, Julius Nyerere. Parce que le régime d'Obote a été sabordé quand il commençait à prendre le virage vers la "gauche", et se ralliait au programme du socialisme africain de Nyerere, les Tanzaniens sont maintenant convaincus que leur pays aussi est l'objet d'une conspiration internationale menée par l'ANGLETERRE et les USA. Les "radicaux" de partout, ont intégré cet événement dans leur vision du monde, en interprétant le coup d'Etat militaire en OUGANDA comme un coup d'arrêt au "camp progressiste" et un nouveau coup porté aux forces "socialistes" par l'Impérialisme.

Il y a peu de doute en ce qui concerne celui à qui a profité le coup d'Etat en OUGANDA. Le président Obote a commencé à réaliser son plan de prise par l'Etat de 60 % dans la plupart des grandes compagnies privées: compagnies d'assurance, banques, compagnies de commerce et d'industrie. Ces compagnies sont pratiquement toutes anglaises. Le successeur d'Obote, le général Idi Amin annonça rapidement que son gouvernement se contenterait seulement d'un intérêt dans relativement peu de compagnies, et même pour celles-ci, restreindrait sa part à 49 %. Le programme du général Amin engage le gouvernement à de lourdes compensations en paiement contre l'abandon du contrôle des compagnies affectées à des mains anglaises. Cela engage d'ailleurs le gouvernement d'OUGANDA à faire de nouveaux investissements en capital dans ces compagnies alors que la nature et le programme de ces investissements sont décidés à LONDRES. De plus, il y a des raisons de penser que les plans de nationalisation d'Obote étaient seulement le premier pas